

Avis voté en plénière du 13 mai 2014

L'Union européenne à la croisée des chemins

Déclaration du groupe de la CFE-CGC

La CFE-CGC tient à saluer le travail du rapporteur Christophe Quarez et aussi celui du président de la section Yves Veyrier.

En effet, tous les deux œuvrent au quotidien avec une recherche permanente du consensus, sans pour autant tomber dans le consensus mou. La qualité des débats est donc au rendez-vous comme celle de cet avis.

Nous tenons aussi à saluer l'arrivée de cet avis en pleine actualité européenne puisque nous sommes à 15 jours des élections. C'est pour nous le rôle et l'essence même du CESE que d'éclairer les débats.

La CFE-CGC est un fervent soutien de l'Europe depuis la première heure.

Aujourd'hui il s'agit pour nous d'aller plus loin dans cette construction européenne afin de parachever l'édifice.

C'est pour cela que, depuis plus d'un an, exactement depuis la conférence sociale de l'été 2013, nous portons à la CFE-CGC la création d'un serpent social et fiscal afin de faire converger les politiques fiscales et sociales des différents pays de l'Union européenne. L'objectif à moyen et long terme étant de lutter contre le dumping social et les délocalisations. Nous ne pouvons donc que saluer la reprise de cette proposition dans cet avis.

Seule une Europe forte nous permettra de sortir de la crise que nous connaissons depuis de longs mois maintenant.

L'Union européenne est souvent présentée aux citoyens français comme la responsable de tous les maux, une espèce de repoussoir et d'exutoire faciles par rapport aux difficultés auxquelles nous sommes confrontés.

Pour la CFE-CGC, il n'en est rien. L'Union européenne est une belle opportunité sous réserve que nous finalisons sa construction.

L'euro seul ne suffit pas.

Nous appelons de nos vœux trois choses :

- Une Europe plus proche des citoyens.

- Une Europe fiscale avec des politiques qui se rapprochent, que ce soit pour les entreprises mais aussi pour les ménages sans oublier les classes moyennes que nous défendons.
- Une Europe sociale qui met le dialogue social au cœur de ses priorités, notamment en utilisant encore plus la richesse que représente l'ensemble des consultations auxquelles nous contribuons, en tant que partenaire social. Une Europe qui ne discute pas du Traité Transatlantique avec les Etats-Unis en catimini mais qui associe à ces discussions et échanges l'ensemble des partenaires sociaux. Une Europe capable de créer un socle de protection sociale avec un salaire minimum européen. Voire une Europe capable de coordonner ses politiques de l'emploi.

Bref, une Europe capable de relever les défis auxquels nous sommes confrontés, une Europe qui nous donne un nouvel élan, qui soit vécue comme une opportunité et non une contrainte supplémentaire.

Pour toutes ces raisons, le groupe CFE-CGC a voté l'avis.